

(Suite de la page 7.)

Yves Domergue n'est plus un disparu de la dictature argentine

»»» dont la plupart sont partis étudier à Rosario, la harcèlent: «*Alors? Quand est-ce qu'on va savoir?*»

En 2008, elle contacte finalement la secrétaire aux droits de la personne humaine de Santa Fe, qui rouvre le dossier et met la machine en branle. On se souvient du signalement de la disparition d'un jeune Français dans la région. On exhume les cadavres. Des analyses d'ADN sont faites. Et en mai dernier, les résultats tombent, sans appel: il s'agit d'un certain Yves Domergue et de sa compagne, Cristina Cialceta.

Pour la famille Domergue, plus rien ne sera pareil. «*Il s'agit d'un miracle, dans le vrai sens du mot, car je suis croyant*», soutient Jean, qui vit dans le Val-d'Oise. Et pour cause: à ce jour, on n'a retrouvé et identifié que 1 % des 30 000 disparus.

Éric épiluche le dossier qu'il a devant lui: «*Multiples orifices dans le crâne, dans les jambes, une vraie passoire. Ils ne se sont pas privés.*» Des détails comme le fait qu'il était rasé de près lui font penser qu'Yves a été exécuté juste après son enlèvement par les militaires. «*C'est ce qui nous soulage le plus, savoir qu'il est mort très vite et n'a pas souffert des mois dans une geôle*», dit-il. Ça, «*et le fait que ce n'est plus un disparu. Car la disparition, c'est le pire pour les proches*», ajoute son père.

«*Penser que ce travail est né dans la salle de classe d'une école d'une petite ville perdue dans la pampa, et qu'il a apporté la paix à toute une famille, c'est vraiment gratifiant*», s'émeut le jeune Alejandro Cetti. «*Si un seul des acteurs de cette histoire avait manqué de persévérance, la vérité aurait été perdue à jamais*», souligne Éric.

Les deux corps seront incinérés dans quelques jours et leurs cendres déposées dans le parc de la Mémoire, à Rosario. Une plaque sera placée au cimetière de Melincué. «*La famille Domergue doit être sûre d'une chose, confie Jorge Basuino. Yves et Cristina n'ont jamais été seuls: pendant trente-quatre ans, j'ai toujours fleuri leur tombe.*»

ANGELINE MONTROYA

[1] Il assure la correspondance par intérim pour La Croix.

La Catalogne vote sur l'abolition de la corrida

Cette pratique serait associée par les Catalans à une image très espagnole qui renverrait parfois à l'époque de Franco

MADRID

De notre correspondante

N'y aura-t-il bientôt plus de corridas en Catalogne? Le parlement régional doit se prononcer ce matin sur leur abolition, après plusieurs mois de débats et de polémiques. Un vote finalement très symbolique dans une région où seules les arènes de Barcelone fonctionnent encore. La plate-forme catalane pour l'interdiction des corridas, Prou («*Assez!*»), considère déjà qu'en être arrivé là, quel que soit le résultat du vote, constitue un grand succès. Après être parvenue à obtenir plus de 200 000 signatures pour abolir la corrida en Catalogne, Prou a pu présenter une ILP (initiative législative parlementaire), qui nécessite seulement 50 000 signatures pour forcer à un débat parlementaire.

Leonardo Anselmi, porte-parole de Prou, regrette que «*les hommes politiques aient utilisé le sujet comme cela les arrangeait*». À tel point que plusieurs communautés autonomes, comme Madrid, Murcie et Valence, dirigées par le Parti populaire (droite), ont décidé il y a quelques mois de protéger les corridas en les désignant comme «*bien d'intérêt culturel*», en réponse au débat catalan.

Le taureau, symbole de l'Espagne

Hors de la Catalogne, beaucoup estiment que l'interdiction des corridas est une question politique: la corrida serait associée par les Catalans à une image très espagnole, qui renverrait parfois à l'époque de Franco, qui l'avait déclarée *fiesta nacional* («*bien national*»). Leonardo Anselmi soutient, au contraire, que «*les corridas sont aussi catalanes qu'espagnoles. Elles sont méditerranéennes*». «*Je ne crois pas, dit-il, que cela se résume à une identité catalane ou espagnole.*»



MANU FERNANDEZ/AP

Manifestation contre la corrida, dimanche, devant les arènes de Barcelone, les seules qui fonctionnent encore en Catalogne. Hors de cette région, beaucoup estime que l'interdiction des corridas est une question politique.

Pour le chercheur Ricard Vilaregut, spécialiste de l'indépendantisme catalan au Centre de gouvernement et des politiques publiques (Igop) de l'Université autonome de Barcelone, tous les débats en Catalogne passent forcément par deux axes, «*l'axe classique gauche-droite et l'axe Espagne-Catalogne. Il n'est pas seulement question de mauvais traitement à un animal, il faut prendre en compte l'imaginaire*

des gens: leurs sentiments politiques vis-à-vis de l'Espagne et l'image que renvoie le taureau», utilisé comme symbole du pays sur les voitures, alors que les Catalans ont choisi l'âne.

Les écologistes et les indépendantistes catalans sont pour l'abolition, tandis que le Parti populaire s'est prononcé contre. Restent les socialistes et les nationalistes catalans, qui auront liberté de

vote. «*Pour ces partis, ce n'est pas facile. Les nationalistes sont tentés de voter pour l'abolition, afin de ne pas éloigner leurs électeurs, très nationalistes, mais c'est un parti libéral: interdire n'est pas si simple*», analyse Ricard Vilaregut.

Le fait que la question des correbous, les courses de taureaux avec les cornes en feu pratiquées dans le sud de la Catalogne, ne soit pas comprise dans le vote de mercredi reste symptomatique. «*Prou savait très bien qu'il n'en serait pas arrivé là s'il avait mis dans le même sac les corridas et les correbous, très populaires dans cette région*», souligne Ricard Vilaregut. Le porte-parole de Prou, Leonardo Anselmi, botte en touche: «*S'il n'y avait que moi, je les aurais déjà interdites. Les Catalans se prononceront sûrement contre, lorsqu'ils connaîtront vraiment la cruauté de cette pratique.*»

En tout cas, l'initiative catalane a donné des ailes à d'autres. Une association de défense des animaux à Madrid, El Refugio, vient de déposer une ILP dans le même sens dans la région madrilène. Mais elle ne devrait pas prospérer, Madrid étant tenu d'une main de fer par la droite.

VALÉRIE DEMON

LE MOT

Corrida

Le mot Corrida vient du verbe espagnol *correr*, dérivé du latin *currere* qui signifie courir. La corrida est issue des jeux taurins du Moyen Âge en Espagne, qui étaient à la fois une distraction populaire, la chasse aux taureaux, et un spectacle réservé aux nobles, mêlé à l'art équestre. La corrida est donnée dans une arène où un matador (de *matar*, «*tuer*» en espagnol) affronte un taureau selon des règles techniques et artistiques. À l'aide d'une cape, de piques et de banderilles (sorte de harpons), le matador amène l'animal dans les conditions permettant sa mise à mort par l'épée, terme du combat. Aujourd'hui la corrida est essentiellement pratiquée en Espagne, au Portugal, en Amérique latine et dans le sud de la France.

F. B. et N. B.

La stratégie à plusieurs bandes du leader du Hezbollah

En révélant que son mouvement pourrait être mis en cause dans l'assassinat de Rafic Hariri, le «*parti de Dieu*» place ses concurrents dans une situation difficile

BEYROUTH

De notre correspondant

Rarement l'adage «*La meilleure des défenses est l'attaque*» aura été mis en pratique aussi efficacement que par Hassan Nasrallah lors de sa dernière conférence de presse. Dans un discours à tiroirs, le secrétaire général du Hezbollah a affirmé que son mouvement est visé par un complot international emmené par Israël et censé culminer avec la publication imminente des actes d'accusation du tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé de juger les meurtriers de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, assassiné en 2005.

Ces actes mettraient en cause des membres de son parti. Les Libanais sont donc appelés à faire front aux côtés du Hezbollah pour résister à cette «*nouvelle offensive israélienne*», judiciaire alors que la précédente, en 2006, avait été militaire.

Ces derniers jours, le Liban bruisait de rumeurs selon lesquelles le TSL pourrait, à l'automne, mettre en cause non la Syrie, comme le mouvement du 14-Mars (1) l'imaginait depuis cinq ans, mais le Hezbollah, hypothèse dont le magazine allemand *Der Spiegel* et le quotidien français *Le Figaro* avaient fait état il y a plusieurs mois.

Parallèlement, les incidents entre habitants du Sud-Liban, fief du Hezbollah, et la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) se sont multipliés ces dernières semaines. De violentes altercations perçues – voire présentées par des proches du Hezbollah – comme un message à l'intention de la communauté internationale, indiquant que la Finul pourrait payer le prix d'une

dégradation de la situation politique libanaise. Enfin, les découvertes de supposés espions à la solde d'Israël ne cessent de se multiplier. Plus de 70 personnes ont été arrêtées au cours des derniers mois, en particulier employés par les opérateurs de téléphonie mobile.

Hassan Nasrallah met au pied du mur les partis politiques libanais lui faisant front.

Pour autant, les révélations de Hassan Nasrallah ont de quoi surprendre. Il affirme tenir ses informations de Saad Hariri, qui l'aurait assuré, dans un souci de «*coopération*», qu'il était prêt à déclarer que les responsables sont des infiltrés agissant indépendamment du Hezbollah.

Le leader du «*parti de Dieu*» fait d'une pierre plusieurs coups. Il dénonce la validité du tribunal, dont l'enquête repose, selon lui, essen-

tiellement sur des enregistrements de conversations téléphoniques ayant pu être trafiquées par l'un des espions des télécoms. Il court-circuite le possible effet d'annonce qu'aurait eu la publication d'actes d'accusation contre son parti, la nouvelle étant déjà tombée de sa bouche.

Surtout, Nasrallah met au pied du mur les partis politiques libanais lui faisant front, et plus particulièrement Saad Hariri, qui s'est contenté de nier les rumeurs. En révélant que le fils de la victime est prêt à couvrir le Hezbollah, il contraint Saad Hariri à choisir entre se dédire publiquement, et donc perdre une bonne part de sa crédibilité, ou renoncer publiquement au TSL, ce qui lui vaudrait l'animosité des partisans sunnites de son courant qui réclament justice pour celui qu'ils considéraient comme le père de la nation.

Plus encore, cette révélation indique que Saad Hariri et son principal soutien l'Arabie saoudite sont prêts à sacrifier le TSL sur l'autel de

la stabilité politique. Enfin, il isole les partis chrétiens du 14-Mars, les derniers à soutenir le tribunal coûte que coûte.

Qu'importe que le TSL ait démenti les propos de Nasrallah et que son président Antonio Cassese ait déclaré que rien n'indique que les actes d'accusation seront publiés bientôt. Une reconstitution de l'assassinat semble prévue à l'automne sur une base militaire française près de Bordeaux, ce qui laisse penser que l'enquête a trop peu avancé pour que de potentiels coupables aient été identifiés. Qu'importe aussi que la poursuite des travaux du TSL, placé sous le chapitre 7 de la charte des Nations unies, ne dépende pas d'une décision libanaise. Hassan Nasrallah vient de marquer un point majeur sur l'échiquier politique du pays.

DAVID HURY

[1] Ce mouvement rassemble les sunnites du Courant du futur aujourd'hui dirigé par Saad Hariri, fils et héritier de Rafic, et plusieurs partis chrétiens.